

La (sur)vie en dehors des dispositifs d'hébergement institutionnel : exemples de débrouilles quotidiennes de familles exilées dans la Métropole bordelaise

*Survival outside of institutional housing: examples of the daily struggle of exiled
families in the Bordeaux metropolitan area*

Sarah Marchiset



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/popvuln/3914>

DOI : 10.4000/popvuln.3914

ISSN : 2650-7684

Éditeur

LIR3S - Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche "Sociétés Sensibilités Soin" (UMR 7366 CNRS-uB)

Référence électronique

Sarah Marchiset, « La (sur)vie en dehors des dispositifs d'hébergement institutionnel : exemples de débrouilles quotidiennes de familles exilées dans la Métropole bordelaise », *Populations vulnérables* [En ligne], 8 | 2022, mis en ligne le 30 novembre 2022, consulté le 15 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/popvuln/3914> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/popvuln.3914>

Ce document a été généré automatiquement le 15 décembre 2022.



Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

La (sur)vie en dehors des dispositifs d'hébergement institutionnel : exemples de débrouilles quotidiennes de familles exilées dans la Métropole bordelaise

Survival outside of institutional housing: examples of the daily struggle of exiled families in the Bordeaux metropolitan area

Sarah Marchiset

I. Introduction

- 1 En France, de nombreuses familles en situation d'exil sont exclues des dispositifs d'hébergement institutionnel : parce qu'elles sont « déboutées », « sans-papiers » ou par manque de place. Ces dernières, traitées en indésirables (Agier, 2016), doivent souvent cohabiter avec la rue et la grande précarité alimentaire. Elles doivent ainsi faire face aux vulnérabilités (Naepels, 2019) multiples auxquelles ces situations de mobilité forcée les contraignent. En situation d'instabilité résidentielle (Bergeon, 2014), la menace d'expulsion devient la toile de fond qui tapisse le quotidien, et avec laquelle il faut composer. Le corps migrant (Crenn et Tersigni, 2012) devient un corps errant en quête de place et de « normalité ».
- 2 Les familles au cœur de cet article ont des parcours variés. En France, et à Bordeaux depuis quelques mois ou plusieurs années, toutes ont expérimenté l'errance, l'incertitude, l'attente, combinées au sentiment d'être laissées pour compte. Les profils de ces familles se caractérisent également par leur diversité. La notion même de « famille », comme le fait remarquer François de Singly, est entourée d'un certain flou (de Singly, 2010). En l'espèce, il s'agit de parents, ou de familles monoparentales (de

mères plus exactement), vivant avec au moins un enfant, sans restriction d'âge en particulier. Elles viennent d'Albanie, de Géorgie, d'Arménie, d'Algérie, de Sierra Leone, du Nigeria. Au total, ce sont 11 familles¹ – soit 37 personnes, dont 19 enfants – à vivre au squat « l'Étoile »², l'un des 80 lieux d'habitats précaires (dans la catégorie squats et bidonvilles), recensés dans Bordeaux et sa métropole³.

- 3 Toutes ces familles partagent l'expérience de la précarité résidentielle (Dietrich-Ragon, 2015), et la plupart ont vécu les « interstices » (Agier *et al.*, 2011) ou les « non-lieux » (Augé, 2015) des villes : les quais de la Garonne, un parc, la gare, la salle d'attente d'un hôpital, etc.
- 4 Si toutes ont été déboutées du droit d'asile, elles ne sont pourtant pas exactement dans les mêmes situations au regard de l'administration et de la loi. Certaines espèrent une régularisation prochaine après avoir déposé un dossier de demande de titre de séjour pour étrangers malades, tandis que d'autres sont sous le coup d'une Obligation de quitter le territoire français (OQTF)⁴. Devenues « sans-papiers », parfois désignées comme « clandestines » ou « irrégulières », ces familles sont placées hors circuit à différents niveaux : du point de vue de la « citoyenneté » dans son acception majoritaire et légale liée aux papiers et à la nationalité, du travail légal⁵, et de tout ce qui en découle en matière d'accès à un logement stable et à une alimentation choisie, pour ne citer que ces deux éléments.
- 5 Face à ces logiques d'exclusions – reflet d'une politique migratoire sécuritaire où l'irrégularité est construite en sources de menaces (Le Courant, 2016) – et parce qu'il est nécessaire de continuer à inventer le quotidien (de Certeau, 1994), ces familles mettent tout en œuvre pour limiter des incertitudes (Castel, 2013) qui floutent les possibilités de se projeter administrativement et donc dans un avenir choisi. Au contact d'acteurs engagés désireux de « réhumaniser » les existences de celles et ceux qui sont construits en *outsiders*, ces familles tissent des réseaux aux notes de solidarités en général, et d'entraides alimentaires en particulier. Ces derniers jouent un rôle central dans les dynamiques de débrouille face aux vulnérabilités qui constituent les menaces les plus saillantes : le froid, la faim, l'isolement social, et tous les maux qui peuvent en découler (Delavigne et Montagne, 2008).
- 6 Ces hommes, ces femmes et ces enfants exilés, disqualifiés (Paugam, 2009), aux trajectoires résidentielles et alimentaires précaires, loin de ne faire que subir des politiques publiques inhospitalières à leur égard (Pinel, 2020 ; Fassin, Morice et Quiminal, 1997), créent, contournent, rusent, résistent, coopèrent, pour fabriquer des routines journalières qui contredisent les étiquettes stigmatisantes associées au sans-abrisme, au squat, à l'errance, et plus largement, à la « précarité ».
- 7 Cet article propose d'en analyser le contenu, en faisant le récit de ces expériences migratoires et résidentielles, de ces quotidiens, dans tout ce qu'ils ont à la fois d'exceptionnel et d'ordinaire, et que l'on retrouvera tout au long du texte. Il s'agira de donner à ces familles la voix au chapitre, pour comprendre ce que « vulnérabilités » veut dire dans leur contexte d'existence, tout en mettant en lumière les « bricolages » (Bastide, 1970) qui leur permettent de poursuivre leur chemin en se créant une place dans la société d'arrivée. Mobilités, habitat et alimentation seront successivement au cœur de la réflexion autour des vulnérabilités, elles-mêmes considérées à l'intérieur d'un système politique et social (Soulet, 2005) où la présence des familles migrantes⁶ est construite en problème par des politiques publiques privant ces dernières de leurs droits fondamentaux (Butler et Dennehy, 2019). Ces thématiques permettront

d'interroger en filigrane l'apparente contradiction contenue dans le fait de créer un chez-soi dans un habitat, et plus largement dans une société dont on risque d'être expulsés.

Méthodologie

Cet article s'inscrit dans le cadre de ma recherche de doctorat en anthropologie (projet européen Food2gather) menée depuis mai 2019 dans la Métropole bordelaise, et qui vise à analyser les dynamiques d'(in)hospitalités à l'égard des personnes exilées, en proposant comme axe de réflexion l'habitat et l'alimentation. La méthodologie de recherche, qualitative, est basée sur l'induction. Les conversations et moments informels constituent le cœur de mon travail d'imprégnation (Olivier de Sardan, 1995). Additionnés à ces moments fondamentaux, des entretiens enregistrés sont réalisés, parfois autour de thématiques précises, et pour reconstituer les récits de vie des personnes qui acceptent de voir leur parole ainsi immortalisée.

J'ai rencontré les familles dont il est question dans cet article à l'Étoile, un squat dit « pour femmes et familles » ouvert en juin 2020 par un collectif militant⁷. Au cœur d'un parc arboré, cette ancienne maison de retraite est implantée dans le centre-ville d'une commune de la métropole bordelaise, reliée au centre de Bordeaux en 45 minutes de bus environ. Dans les deux étages qui composent le bâtiment, les familles partagent quelques espaces communs, notamment lors de réunions avec le collectif ou de distributions alimentaires. Du reste, chacune habite une ou plusieurs pièces dans lesquelles elle fabrique son chez-elle.

J'ai rejoint le collectif lors de l'ouverture du squat et m'y rends plusieurs fois par semaine pendant une année, pour en comprendre le fonctionnement de l'intérieur, tout en faisant un exercice constant de réflexivité. Dans le squat, je réalise une recherche impliquée, et participe, tout en observant, aux dynamiques collectives : distributions alimentaires, réunions des habitants, repas partagés... Parallèlement, je me rends aussi chez chacune des familles avec qui nous partageons des conversations en français ou en anglais, s'aidant souvent de la gestuelle et de traducteurs en ligne lorsque nous peinons à nous comprendre, autour de moments de commensalité, plongeant ainsi au cœur de leurs quotidiens. Je m'entretiens essentiellement avec les femmes, ces dernières étant les plus présentes sur place, celles qui s'occupent majoritairement du travail domestique, et m'offrent l'hospitalité.

II. Mobilités contraintes et contraintes des mobilités

- 8 « Sans-papiers », les familles de l'Étoile tentent de se faire les plus discrètes possibles pour éviter au maximum les contrôles policiers, le risque d'enfermement en centre de rétention administratif (CRA) et le renvoi dans le pays dit « d'origine ». C'est le cas d'Elene, 28 ans, arrivée en France à l'automne 2018 avec son fils, alors âgé de 6 ans. Voulant échapper à un mari violent, elle décide de quitter leur village géorgien et choisit Bordeaux, où plusieurs connaissances et amis géorgiens sont installés. Ils arrivent en avion et se rendent rapidement à la Plateforme d'accueil des demandeurs

d'asile (PADA), sur les conseils de ses connaissances. La demande d'asile enregistrée, ils partent vivre en Centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) à Périgueux. Sept mois plus tard, le refus tombe, accompagné d'une OQTF. Une association locale les aide à trouver un hébergement. Ils vivent alors chez l'habitant pendant plusieurs mois : trois familles au total, entre la Charente et la Gironde. Cela est contraignant surtout vis-à-vis de son fils qui doit changer d'école à chaque déménagement, mais leur permet avant tout de ne pas se retrouver dehors. Lorsque cette modalité d'hébergement se termine, faute de solution, ils dorment une semaine à la rue à la fin de l'été 2020. La journée, Elene et son fils peuvent aller chez leurs connaissances géorgiennes qui vivent en hôtel, pour manger, se doucher. Mais le soir, ce n'est « pas possible de rester, à cause des caméras ». Elle croise alors par hasard le chemin d'Eva, une autre mère de famille géorgienne qu'elle avait connue à Périgueux alors que celle-ci, sans-papiers et malade d'un cancer, cherchait un endroit pour vivre, fût-ce en squat, avec son fils. C'est elle qui les conduit à l'Étoile et les présente à Hélène, jeune femme militante « gérante » du squat, et qui vit elle-même sur place. Par chance, une des chambres est disponible à ce moment-là. La famille s'y installe, s'y réfugie aussi. En effet, Elene s'éloigne le moins possible du squat pour éviter tout contrôle policier, notamment pendant les périodes de confinement et du couvre-feu de 2020, qui ont pour effet de décupler le sentiment d'insécurité ressenti par la plupart des familles, lié à la présence renforcée de la police dans l'espace public.

- 9 Elles se comportent alors, d'après les mots d'Elene, « comme des souris », surtout dans les transports en commun lorsqu'elles n'ont pas de tickets à valider. Le squat est géographiquement éloigné des lieux de rendez-vous médicaux et administratifs qui sont majoritairement situés à Bordeaux, tandis que les réseaux de sociabilités, de solidarités, mais également les écoles, sont éparpillés dans la métropole bordelaise, en fonction des endroits où mes interlocuteurs habitaient auparavant, depuis leur arrivée en Gironde. Parcourir les distances d'un lieu à l'autre les oblige ainsi à prendre des risques. Pour Nadia, qui vit à l'Étoile avec son mari et leurs trois enfants, dire que les trajets quotidiens « c'est un peu long » est un euphémisme. Chaque jour, il faut compter près de 5 heures de bus rien que pour les allers et retours à l'école où son fils est scolarisé, située dans la ville où ils ont vécu à leur arrivée dans la métropole bordelaise, et où ils ont développé un important réseau de solidarités. Les aides qu'ils obtiennent occasionnellement au CCAS pour financer des tickets de bus ne suffisent pas à couvrir l'ensemble des besoins, et l'achat revient vite cher, la conduisant parfois à devoir ruser, souvent à se déplacer la peur au ventre :

Maintenant les contrôleurs c'est avec les policiers. Si je me fais contrôler : c'est centre de rétention direct ! [...] la dernière fois [...] j'avais un ticket d'un voyage. Après ça me fait... de le valider [elle ne le valide pas]... j'ai validé avec la carte de Nora [sa fille adolescente] ; je l'ai caché avec l'autre. [...] j'étais derrière le chauffeur, comme ça j'attends, je regarde. Dès qu'il y a quelque chose, je valide. Heureusement, j'ai validé avec la carte de Nora. [...] ils sont montés, [...] des contrôleurs civils, j'étais... oh... mon cœur il m'a... ça y est... [Le contrôleur] m'a dit « pose-le sur l'appareil ». Il a fait « tic, tic » [son de validation], après il m'a dit « merci Madame ». Oh ! Ce jour-là j'étais... !

- 10 Ces familles migrantes mises à l'écart à l'intérieur d'un « gouvernement des marges » (Le Courant, *op. cit.*) expérimentent toutes des « situations de frontières » (Agier, 2012) qui se concrétisent notamment par le type de menace évoqué plus haut. Face au risque, les réactions restent cependant individuelles (Le Courant, *op. cit.*). Beaucoup de personnes, comme Nadia, rusent et usent de « tactiques » (de Certeau, 1990) pour se

fondre dans la masse et se donner une « apparence normale » (Goffman, 1973). Plusieurs mères confient dans ce sens prêter une attention presque exagérée au comportement de leurs enfants, notamment dans les transports en commun et lorsqu'elles sont en situation de fraude. Par ailleurs, les réseaux qu'elles développent, l'accueil que leur réservent, ou non, les autorités locales et les établissements publics (écoles, CCAS, etc.) et la légalité ou non de leur situation exercent une influence sur la fréquence de leurs déplacements à l'extérieur du squat, et sur l'intensité du sentiment d'insécurité qui les accompagne, puisque ce dernier est directement en lien avec leur situation administrative (Le Courant, 2015). Entre choix et contrainte, certaines familles décident et/ou subissent des déplacements loin du squat. C'est notamment le cas pour les familles qui se sont vues refuser une prise en charge par le CCAS de la commune où est situé le squat (refus de domiciliation et d'aide administrative) ainsi qu'un refus des écoles de scolariser leurs enfants (bien que ceci fut temporaire, plusieurs associations ayant milité pour défendre leurs droits et dénoncer cette injustice). La frontière entre choix et contrainte reste cependant floue, puisque certaines familles décident de ne pas changer leurs enfants d'école, ni de CCAS pour leur domiciliation, ayant vécu l'expérience de la précarité résidentielle (lorsqu'un squat ferme, il faut souvent changer de localité pour en trouver un autre en attendant une prise en charge éventuelle ou une autre solution d'hébergement pérenne). Ces dernières « préfèrent » alors continuer à faire des heures de trajets en transports en commun, quitte à prendre le risque de se faire contrôler et enfermer (en CRA, selon leur situation administrative), pour assurer à leurs enfants un minimum de stabilité, et parfois pour maintenir un réseau développé dans l'enceinte de l'école⁸.

- 11 Exacerbées lorsque ces familles sont en situation d'errance, les mobilités s'inscrivent dans le cadre de ces « carrières de survie » (Pichon, 2007) où il faut à la fois trouver où dormir, où manger, se doucher, mais aussi parfois se cacher, tout en continuant à assurer leurs rôles de parents. Toutes mettent notamment un point d'honneur à ce que leurs enfants ne soient jamais déscolarisés, percevant l'école comme moyen pour ces derniers de s'assurer un avenir meilleur et de s'ancrer dans le territoire. Toutefois, même quand ces familles connaissent une forme de pause dans l'errance de leur parcours, ici incarnée par le squat, les mobilités inhérentes au quotidien restent vécues la plupart du temps comme des situations qui les mettent en difficulté, et qui, couplées à l'ensemble des précarités vécues (notamment résidentielle, administrative, alimentaire) sont source d'un stress qui n'est pas sans conséquence sur les corps : plaques rouges, évanouissements, problèmes de tensions, perte d'appétit, troubles du sommeil, etc., sont des problèmes fréquemment évoqués par mes interlocutrices, y compris par celles qui *a priori* sont le moins confrontées au danger du fait de leur situation administrative⁹.
- 12 Finalement, chaque famille « ruse » et « braconne » (de Certeau, *op. cit.*) afin de contourner les risques de contrôle et ce qui peut en découler. À l'intérieur d'un quotidien rythmé par des contraintes intrinsèques à l'expérience de la demande d'asile, chacune d'entre elles exerce aussi ses capacités d'agir (*agency*) sur la manière de se fabriquer une intimité à l'intérieur du squat, et donc, de l'habiter (Bouillon, 2009).

Figure 1. L'Étoile, entourée d'un parc



Au rez-de-chaussée : espaces collectifs et chambres simples pour les femmes avec et sans enfants. À l'étage, les familles plus nombreuses

Crédits photo : Sarah Marchiset

III. L'urgence de créer un « chez-soi » : l'expérience du squat

- 13 Après avoir connu souvent l'expérience de l'errance, la création d'un chez-soi, par l'habiter et l'alimentation (Matta, De Suremain et Crenn, 2020), apparaît comme un besoin fondamental. Le parcours de Marta, Beso et leurs enfants illustre ces propos de manière assez frappante :
- 14 Le 10 octobre 2019, Marta, Beso et leur fille Maia âgée d'un an environ arrivent à Bordeaux par avion, depuis la Géorgie. Après avoir passé plusieurs années à essayer de fuir un homme qui menaçait leur famille de mort, le couple finit par quitter son pays dans la hâte. Quelques recherches sur Internet les orientent vers Bordeaux. À leur arrivée, ils dorment une semaine à l'hôtel. Ils passent les deux semaines suivantes dans la voiture qu'ils viennent d'acheter et demandent l'asile. L'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) leur propose un hébergement à Périgueux, où ils vivent 6 mois. Rapidement, Marta découvre qu'elle est enceinte, tandis que Beso éprouve de fortes douleurs corporelles. Les urgences locales ne le prennent d'abord pas au sérieux : « Ils disaient qu'il mentait, ils ne croyaient pas. [...] Quand on a été dans l'ambulance : "Oh, Géorgiens, Géorgiens !", ils rigolaient ! »¹⁰.
- 15 Ils ne sont pas les seuls à me raconter être, de prime abord, considérés comme imposteurs dans le milieu médical. Le corps migrant est mis à l'épreuve pour prouver

sa souffrance ; un corps témoin de la figure du « réfugié menteur » (Agier, 2019) qui leur colle à la peau.

- 16 Beso réussit finalement à passer des examens médicaux, et découvre qu'il doit subir une opération du cœur au plus vite. Entre-temps, ils obtiennent une réponse négative à leur demande d'asile. Nous sommes en pleine crise sanitaire, ce qui conduit la responsable du CADA à leur assurer oralement l'hébergement pour une durée indéterminée. Beso quitte Périgueux sans faire de bruit pour se faire opérer à Bordeaux. Marta, enceinte de presque 9 mois, tente de se faire la plus discrète possible durant cette période. Celle-ci me raconte en effet que la responsable du CADA jugeait « impossible » que Beso subisse une opération alors qu'ils avaient obtenu une réponse négative de l'OFPPRA. Lorsque ce dernier regagne le CADA un mois plus tard, la responsable les jette à la porte, considérant qu'en se faisant opérer, Beso « profite » du système de santé français. Ce type de propos illustre du même coup la manière dont s'imbriquent les différentes frontières auxquelles ces familles migrantes se confrontent, et nous invite à « raisonner en termes de vulnérabilité sociale » (Soulet, *op. cit.*), dans un contexte de stigmatisation et de mise à la marge, mais également en termes de « *structural vulnerability* » (Quesada, Hart et Bourgois, 2011), pour considérer l'ensemble des violences auxquelles ces familles exilées font face. Considérer ces vulnérabilités dans leurs dimensions à la fois sociale et structurelle fournit un cadre d'analyse pertinent à la situation vécue par Marta et Beso, ces dernières permettant de donner à voir l'envergure de ces vulnérabilités, les manières dont elles se manifestent, leurs sources, leurs conséquences et les façons dont les individus peuvent y faire face. Il s'agit ainsi de considérer la violence socio-politique dans une acception large du terme en tenant compte de contexte global, historique, politique, économique et social, et des relations de pouvoir qui se jouent à l'intérieur de ce contexte, entre minoritaires et majoritaires sociologiques. Le poids des normes, les hiérarchies, les stigmates associés notamment à la figure du « migrant » jouent ici sur les possibilités quotidiennes d'habiter, de se déplacer, de se faire soigner, ou encore, de mettre au monde, et de se nourrir. Parler de ces vulnérabilités en terme structurel et social permet ainsi de mettre au jour les dessous de celles-ci, mais également la manière dont elles se construisent, tout en rappelant que leurs conséquences sont aussi physiques et psychologiques (*ibid.*), et que les individus, ne disposant pas des mêmes ressources, ne sont pas égaux face à elles (Soulet, *op. cit.*).

- 17 De retour à Bordeaux, sans domicile, la famille trouve refuge dans un hôpital où elle dort quelques nuits. Au moment d'accoucher, Marta se rend à la maternité. La suite se complique :

Je suis restée à l'hôpital un mois. Et Maia et Beso, ils dormaient dans la voiture. Durant cette période, [Maia] a subi trop de stress. Elle a commencé à se ronger les ongles [...]. L'hôpital ne me laissait pas partir puisqu'on n'avait pas de logement. Même Beso ne pouvait pas venir à l'intérieur parce que c'était interdit d'emmener les enfants dans l'hôpital, à cause du Covid. J'allais en bas pour voir Beso, [Maia] pleurait quand je retournais dans l'hôpital [...]. Je ne veux pas me souvenir... Un mois, je l'ai passé en pleurant tous les jours. Je ne pouvais même pas ressentir le bonheur d'avoir donné naissance à Eduard. Est-ce que tu peux le croire ? Oh... [Maia] parlait comme ça : « ma-ma-ma-maman ». Même la nuit, je descendais parce que quand Beso dort, il dort très profondément. Je pensais, si Maia ouvre la portière de la voiture, peut-être qu'elle va aller quelque part [...] parce qu'ils étaient dans le parking [...]. Ils dormaient dans la voiture...

- 18 Lorsque la date de sortie approche, Marta passe par les réseaux sociaux pour trouver de l'aide. Elle envoie des messages à plusieurs associations et reçoit une réponse cinq jours plus tard lui proposant une place à l'Étoile. Elle accepte sans hésiter.
- 19 Le côté tragique de ce récit – sans vouloir tomber dans des considérations misérabilistes – tient, me semble-t-il, au-delà de sa consistance, dans le caractère commun de ces expériences. Sans être vécues de la même manière par chacun de mes interlocuteurs, elles restent tout de même très courantes, voir quasi-systématiques et se reproduisent souvent dans le temps. Cela en conduit même certains à banaliser les expériences perçues comme les moins difficiles à vivre, comme si ces dernières devaient faire partie de la vie d'un exilé, ou étaient le prix à payer pour s'établir dans un pays autre que celui de naissance. Ces conditions de vie témoignent d'une violence qui n'a rien d'un hasard et se font le reflet d'une politique de non-accueil au long court (Brodiez-Dolino, 2013) qui ne laisse pas les corps indemnes (Majerus et Richel, 2013). Face à ces situations extrêmes, où l'humanité de ces personnes est niée (Mestre et Moro, 2019) on comprend l'urgence de créer un chez-soi, et le sentiment de soulagement qui peut habiter ces familles lorsqu'elles se façonnent une place.
- 20 Alors que l'on termine de manger chez elle les *khachapuri*¹¹ qu'elle vient de préparer, Marta continue son récit :
- Quand je suis arrivée ici, c'était comme un palace pour moi. Cette pièce. Je me fiche de ne pas avoir l'eau, ou autre. Je dors avec [Maia], je suis avec ma famille. Même [Beso] ne pouvait pas s'occuper de Maia à cause [de son] opération du cœur, trop de douleurs. [...] toute sa vie, il aura besoin de prendre des médicaments. [...] C'est pour ça que j'ai peur à l'idée de me retrouver dehors. [...] Oh ! Je ne peux pas imaginer revivre ça dans ma vie... [...] On est arrivés [dans le squat] en octobre. C'était mon anniversaire, ça a été la meilleure surprise de toute ma vie [...]
- 21 À leur arrivée à l'Étoile, Marta et Beso, comme toutes les familles à qui j'ai posé la question, ne savaient pas ce qu'était un « squat ». Ils préférèrent le nommer « chez eux » – bien que cette conception ait ses limites du fait de l'inévitable expulsion – et en ont fait un foyer accueillant. Ce mode d'habitat éphémère, précaire (Bergeon, *op. cit.* ; Bouillon *op. cit.*), recouvre ainsi des réalités plurielles (Bouillon 2002) et laisse entrevoir des modes d'habiter tout aussi hétérogènes, témoignant d'une diversité importante des expériences vécues (Lion 2015).
- 22 Laisse à l'abandon depuis un an avant d'être réquisitionné par le collectif, le bâtiment de l'Étoile a eu le temps d'être dégradé (vitres cassées, tuyauteries abîmées, moisissures, etc.). Des associations spécialisées dans la rénovation de squats additionnées aux compétences de quelques habitants ont cependant permis, dans un premier temps, de rendre le lieu « vivable ». Il s'agissait de lutter en priorité contre la précarité énergétique du bâtiment en le nettoyant, remettant l'électricité et en créant des points d'eau. L'intérieur est composé de pièces collectives et de « chambres », certaines communiquant entre elles. Ces dernières ont été adaptées afin de créer des appartements individuels. Chaque famille occupe donc un espace, rendu privé par la pose d'une serrure, et dont elle est la seule à détenir les clés. Cet élément est en soi un premier pas pour se sentir chez soi, notamment lorsque ces dernières ont vécu en errance auparavant, et/ou dans des squats et des CADA où l'intimité était limitée¹². Les familles disposent, selon le nombre de personnes dans l'unité familiale, et l'espace disponible à leur arrivée, d'un appartement d'une à trois pièces. Au fil de mes visites, lorsque les habitants m'accueillent dans leurs espaces intimes, je découvre et observe les manières dont chacune fabrique son chez-elle, passant du « vivable » à l'intime et au

chaleureux. Plus qu'une simple pause dans leur parcours migratoire, qui s'avère être un véritable parcours du combattant, le squat peut être un réel « espace de résidence » (Bouillon, 2007) que les habitants rendent propre, dans le sens de l'appropriation, définit comme la manière de « [...] l'adapter à soi et, ainsi, de transformer [le logement] en un support de l'expression de soi » (Serfaty-Garzon, 2002) et auquel elles s'attachent (Bergeon, *op. cit.*). C'est ce que révèlent de manière très explicite les paroles de Marta, lorsqu'elle me dit : « Je voulais [lui] donner une âme. J'aime beaucoup cette maison ».

Figure 2. À gauche, chez Elena. À droite, chez Marta et Beso



Crédits photo : Sarah Marchiset

- 23 Par le processus d'appropriation de l'habitat, et donc leurs manières d'occuper l'espace et de le rendre leur, les habitants exercent diverses compétences : artistiques, d'aménagement, de bricolages, etc. C'est le cas de la quasi-totalité des familles, qui ont décoré, peint, meublé, agencé les espaces où elles vivent. Chez Nadia, on trouve dans l'entrée un porte-clés mural à l'effigie de sa terre natale, sur lequel est gravé « Souvenirs de Kabylie ». Devant la porte d'entrée de Lula sont suspendus des branches de lauriers et un fer à cheval qu'elle me décrit comme « porte-bonheurs traditionnels Albanais ». Marta et Beso ont peint sur un mur plusieurs colombes, symbole d'une liberté qu'ils souhaitent retrouver. Ainsi, souvent, la décoration donne un double sens à l'appropriation, en permettant à la fois d'être chez soi dans l'ici et le maintenant, et de se remémorer, dans un vent de nostalgie, un chez-soi d'avant. Elle participe aussi à la création du cocon à l'intérieur duquel la famille peut tout à la fois se reposer, se divertir, cuisiner, manger, recevoir, etc., dans les limites propres à la taille de l'appartement et qui imposent de repenser la ou les pièces en espaces multifonctionnels. En effet, une pièce est souvent à la fois la chambre, le salon et la cuisine. Par ailleurs, la marge de manœuvre de chaque famille sur la manière de façonner un espace propre est aussi fortement liée aux moyens (financiers, matériels, humains) dont celle-ci dispose. Ces moyens dépendent, entre autres critères, des réseaux de solidarités développés ; des liens amicaux et familiaux mobilisables sur

place ; des compétences des membres de la famille, y compris en termes de « compétences précaires » (Bouillon, *op. cit.*) développées à travers l'expérience du squat. La présence éventuelle de revenus ponctuels est également déterminante¹³. Les écarts constatés ont pour effet de donner à voir des niveaux de vie disparates parmi les familles à l'intérieur du squat.

- 24 Enfin, si l'aménagement, l'appropriation et l'attachement (plus ou moins fort) s'observent, la question de l'« ancrage » (Pichon 2019) reste toutefois délicate. La double menace d'expulsion (du squat et du pays) qui plane toujours au-dessus d'eux conduit beaucoup d'habitants à freiner leur engagement matériel et émotionnel dans le lieu. C'est ce qui conduit Elene à me montrer du doigt ce qui nous entoure dans leur appartement en me disant, désabusée « tout ça, poubelle [le jour de l'expulsion] », lui laissant le sentiment amer de « faire tout ça pour rien ».

III. De la précarité résidentielle à la précarité alimentaire : quelle place pour l'autonomie ?

- 25 Tout au long des trajectoires résidentielles et migratoires des familles, leurs possibilités de se nourrir fluctuent. Largement influencées par les conditions d'habitat et les réseaux de solidarités développés, elles sont soumises à de forts changements. Être sans domicile rend la possibilité de cuisiner quasi inexistante¹⁴. Dans ces moments-là, certaines familles, comme celle d'Elene, peuvent se rendre chez des connaissances pour manger, tandis que d'autres, en fonction de leurs moyens, s'achètent des sandwiches, se nourrissent des dons associatifs et de ceux des passants, se contentant la plupart du temps de repas froids.
- 26 L'arrivée à l'Étoile marque un changement au niveau de l'autonomie alimentaire – toute relative – des familles, puisque ces dernières vont pouvoir cuisiner chez elles. D'ailleurs, lorsque nous discutons d'alimentation, la plupart d'entre elles me disent à la hâte que « manger, c'est pas un problème ». Pour autant, certaines scènes auxquelles je participe, notamment lors de distributions alimentaires dans le squat, me laissent entendre que l'alimentation est un sujet sensible, révélateur des tensions entre dépendances et pouvoir d'agir.
- 27 Pour se nourrir, les familles de l'Étoile jonglent entre différents circuits d'approvisionnement. Des dons alimentaires arrivent sur place plusieurs fois par semaine. Il s'agit d'associations¹⁵ venant déposer des denrées récupérées la plupart du temps à la Banque Alimentaire, et de « récup »¹⁶ faites par le collectif dans un supermarché de quartier deux à trois fois par semaine. Ces dons alimentaires sont toutefois irréguliers, tant dans la fréquence que dans le contenu, et ne suffisent pas à remplir les besoins (et encore moins les envies) des familles, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la crise sanitaire que nous vivons depuis mars 2020 a un fort impact sur le quotidien des familles qui ont dès lors moins de possibilités de bricoler pour gagner de l'argent et se retrouvent à être d'autant plus en situation de dépendance au regard de l'aide alimentaire. Cette crise exerce également une forte pression sur les réseaux associatifs qui doivent répondre à des besoins alimentaires exponentiels. Ces derniers se retrouvent ainsi à devoir pallier l'insécurité alimentaire qui touche un nombre croissant de mangeurs précarisés, mais ne peuvent satisfaire la totalité des besoins des milliers de personnes en situation de précarité alimentaire.

Ensuite, ce type de dons, basé sur les restes de l'industrie agroalimentaire, est par essence incertain puisqu'il s'agit de redistribuer ce qui terminerait sinon à la poubelle. Les restes ne sont donc pas les mêmes d'une fois sur l'autre.

- 28 Souvent, ils ne correspondent pas aux « goûts »¹⁷ des habitants, et on observe des décalages fréquents entre le type de denrées proposées et le type de denrées effectivement consommées. La famille de Nadia, qui ne consomme de la viande que lorsqu'elle est halal, se retrouve souvent lésée lors de ce type de distribution où la présence de viande halal est quasi inexistante. La majorité des habitants, musulmane, ne consomme pas de porc. Or, parmi les viandes que l'on retrouve le plus parmi les restes, le porc arrive en tête, avec son jambon blanc, ses pâtés, et autres déclinaisons qui sont rarement victimes de leurs succès, y compris auprès des familles chrétiennes qui ne le consomment pas sous ces formats-là. Certains habitants ont des besoins spécifiques, comme le fils de Nariné, à cause de troubles digestifs importants. Or, ces problématiques ne sont que très peu soulevées. Les petites mains de l'aide alimentaire d'un côté, qui s'affairent à la tâche et dédient parfois la quasi-totalité de leur temps à ces actions solidaires, et de l'autre, les mangeurs de bout de chaîne, eux-mêmes parfois engagés dans des associations d'aides alimentaires, sont tous placés dans une urgence qui s'installe et ne semble pas laisser de place pour essayer de repenser une aide alimentaire, qui est par ailleurs le fruit d'une décision politique (Paturel, 2018).
- 29 Cette situation marque les corps. Elle a pour conséquence de faire naître des frustrations, des inquiétudes, des manques, sources de disputes entre les familles de l'Étoile. Autour des tables où s'amoncellent les dons alimentaires issus de ces circuits, la tension se fait sentir. Des échanges de regards, des mains qui essaient d'attraper les denrées désirées, puis des voix qui s'élèvent. Il est difficile de partager lorsque les quantités de chaque produit sont disparates. Comment savoir à qui donner les quelques tomates disponibles ? À qui reviendra cette unique grenade que tout le monde désire ? Ces deux steaks hachés ? La liste est infinie. Face aux manques et à la difficulté de s'approvisionner par leurs propres moyens, les familles oscillent entre disputes et tentatives de partages. Souvent, elles s'en remettent à une personne extérieure, ou à Hélène, pour départager à leur place. La tâche n'est jamais facile. Suite à l'une de ces distributions alimentaires, je retrouve Elene, gênée, qui m'explique sa honte le soir venu lorsqu'elle repense à leur comportement collectif : « on se dispute à cause du partage de la nourriture. [...] On est comme des rats [...] tout est posé sur la table, tout le monde prend, vite, vite ! ». Le stress qui accompagne ces situations de quasi mise en concurrence, additionné à la globalité de sa situation administrative et la peur de la double expulsion, conduit même la jeune femme à oublier de manger lorsque son fils est à l'école.
- 30 Face à la difficile prise en considération des interdits alimentaires, des préférences, des besoins spécifiques, dans le cadre d'une aide alimentaire qui repose sur les restes, et puisque ces derniers ne suffisent à remplir ni la quantité ni la qualité alimentaire recherchée, les familles ne font pas que subir. Chacune dispose en effet d'une marge de manœuvre qui lui est propre, et parvient à compléter ses besoins et désirs par d'autres moyens.

Figure 3. L'une des salles collectives, après le passage d'une association. Des fruits et légumes frais ; des pots de fromage blanc ; des camemberts et fromages de chèvre en quantité



Crédits photo : Sarah Marchiset

- 31 À côté des dons alimentaires destinés à la totalité des habitants du squat, chaque famille à ses propres réseaux d'aides alimentaires. Elles récupèrent des colis, dans les associations proposant ce type d'aide alimentaire, et dont le contenu est là aussi variable. Certaines personnes sont elles-mêmes bénévoles dans des associations d'aide alimentaire, ce qui permet par ailleurs de contredire l'étiquette d'« assistanat » qui peut être associée aux « bénéficiaires » de l'aide alimentaire. C'est le cas de Nadia et Malik, son mari. Depuis leur arrivée à Bordeaux, ils ont développé un réseau des solidarités alimentaires assez étendu et au sein duquel leur statut de bénévoles leur permet, en plus de se sentir utiles, de couper à l'ennui et à la sensation d'être bloqués dans l'attente d'une régularisation incertaine. Ces derniers saisissent aussi une occasion de mettre à profit des savoir-faire, d'en assimiler de nouveaux, et de se constituer un répertoire pour de futures opportunités de travail. C'est également une façon d'accéder à l'alimentation en se situant de l'autre côté de la frontière symbolique qui souvent sépare les donneurs des receveurs, et d'avoir davantage de choix, comme l'explique Nadia : « lorsque j'ai besoin de quelque chose, je prends. Si ça n'y est pas, [la présidente de l'association] va le chercher et le ramener... après elle nous donne des fruits, des légumes, des yaourts, tout ! ».
- 32 Pour contrer les limites d'une aide alimentaire qui, à elle seule, comble difficilement les fonctions à la fois biologique, sociale, identitaire, mais aussi hédoniste de l'alimentation (Paturel, *op. cit.*), les familles expriment aussi leurs besoins par différents canaux. Une fois par semaine, chaque famille écrit sa liste de besoins et la transmet à Hélène. Cette dernière communique ensuite les listes à un groupe de soutien qui achète les produits demandés chez un grossiste alimentaire. C'est ce qui permet par exemple à Eva,

pâtissière de métier, de continuer à cuisiner des gâteaux pour ses proches, mais également pour les habitants et les visiteurs, plusieurs fois par semaine. Par ailleurs, en fonction de leurs propres réseaux, les familles reçoivent des dons personnalisés : la mosquée pour certaines familles musulmanes, ou des personnes rencontrées tout au long de leurs pérégrinations, et avec lesquelles elles ont sympathisé. C'est par exemple un moyen d'obtenir des produits convoités, mais rarement présents dans les circuits habituels d'aide alimentaire, comme l'huile d'olive ou la viande halal.

- 33 Du reste, certaines denrées sont de fait plus difficile à se procurer. C'est le cas de certains aliments qui composent une cuisine qualifiée par mes interlocutrices de « typique » ou « traditionnelle » de « leur » pays, et qui restent à la marge en termes de disponibilité alimentaire. Cependant, face à cette absence qui pourrait contredire des envies de cuisiner « typique », chaque famille, et chaque cuisinière plus particulièrement¹⁸, ruse, contourne, s'adapte, crée, pour continuer à cuisiner, à manger, et à partager des plats bons à penser, en ce qu'ils jouent le rôle, comme l'ont souligné Crenn, Hassoun et Medina (2010) à la suite de Roger Bastide, « d'idéologie de la compensation », à l'intérieur d'un contexte marqué par les précarités et les ruptures. Ces bricolages alimentaires s'incarnent dans les manières de faire quotidiennes, lorsque Marta remplace le *sulguni* (fromage géorgien) qu'elle ne peut pas se procurer par un mélange de mozzarella et de fromage de brebis qu'elle travaille à la main, pour en garnir ses *khachapuri*. Ils s'incarnent aussi dans la manière dont Lula affirme continuer de cuisiner « albanais » en faisant avec les produits « d'ici », les transformant pour leur donner une saveur qui entre ensuite dans la catégorie des « plats albanais », et parallèlement, quand elle commence à utiliser des pâtes à tarte toutes prêtes pour gagner du temps en cuisine. Ou encore, lorsque Miranda me raconte à quel point elle aime préparer et manger du « hachis parmentier » qu'elle a découvert au contact d'une famille française, tout en cuisinant les *byrek* ¹⁹qu'ils ont toujours mangés en Albanie. Enfin, ces manières, multiples, de faire face aux contraintes, s'incarnent aussi dans la façon dont Fatmata et sa famille se font apporter des graines de Sierra Leone pour continuer à produire des légumes qui selon ses propos incarnent « l'Afrique », répondant du même coup aux difficultés d'approvisionnement, et ce, bien que ces pratiques potagères trouvent leurs limites avec l'expérience de la précarité résidentielle.
- 34 Parce qu'il serait illusoire d'opposer continuité et discontinuité des pratiques alimentaires en contexte migratoire (Crenn, Hassoun, Medina, *op. cit.*), il est nécessaire de souligner la manière dont ces familles pratiquent une cuisine de tous les jours, reflet de la globalité de leurs expériences, qui ne sauraient les enfermer dans un rôle fictif de « bénéficiaires », « receveuses », ne faisant que subir la marge dans laquelle elles sont placées. Si l'alimentation est l'une des sources d'inégalités les plus visibles (Paturel, Soulard et Vonthron, 2019), elle est aussi le lieu où sont donnés à voir et à déguster des bricolages alimentaires et des débrouilles qui viennent contredire l'image misérabiliste et stigmatisante de « pauvres migrants » qui n'auraient aucun moyen d'agir sur leurs quotidiens. Considérer les marges de manœuvre, expression directe de leur *agency*, est ainsi indispensable, du moment où ces dernières constituent l'essence des réponses formulées par ces familles aux vulnérabilités auxquelles elles sont confrontées.

V. Conclusion

- 35 Refuser de prendre les vulnérabilités pour acquises et propres à certaines « populations » impliquait d'apporter des éléments de contexte les plus précis possibles, en partant des expériences quotidiennes des familles rencontrées et de leurs mises en récits au fil des rencontres.
- 36 En prêtant une oreille et un œil attentifs aux expériences de fabrication de chez-soi de ces familles, on comprend comment trois aspects essentiels de leurs quotidiens – la mobilité, l'habitat, l'alimentation – sont source de vulnérabilités mouvantes²⁰, au fil de leurs trajectoires. Le squat dans lequel elles vivent intervient à un moment de leur parcours où beaucoup avaient un réel besoin de fabriquer un chez-elles. En cela, il se révèle être un lieu ressource en même temps qu'il incarne la précarité puisqu'il est par nature provisoire, et reste en partie délabré.
- 37 Face à ces vulnérabilités, les familles déploient cependant une énergie considérable, pour faire face et garder une part de pouvoir sur leurs manières de se déplacer, d'habiter, et de s'alimenter. Le couple vulnérabilités-agency (Butler, Gambetti et Sabsay, 2016) est ainsi illustré au cœur de ces quotidiens en quête de reconnaissance et de place au sein d'une société majoritaire qui les construit en minoritaires sociologiques. Le chemin vers la « normalité » alimentaire et d'habiter attendue – catégorie floue, mais qui prend sens en contexte lorsque les familles expriment « juste [vouloir] vivre comme les autres » – est ainsi une longue route parsemée d'embûches sur laquelle chaque famille s'efforce d'avancer, mais au milieu de laquelle elles se retrouvent souvent bloquées dans des « temporalités suspendues » (Agier *et al.*, 2011).
- 38 Se déplacer, habiter, manger. Trois champs du quotidien qui exercent une influence les uns sur les autres et jouent un rôle central dans la manière dont chaque famille ressent, (sur)vit, aime, déteste le temps qui passe. Trois champs du quotidien qui sont complexifiés par la crise de l'accueil (Agier, 2018), dans laquelle s'imbriquent celle du logement et les questions d'insécurité alimentaire, toutes deux synonymes d'incertitudes contre lesquelles, comme me dit Elene, il faut continuer à « se battre pour [les] enfants ». Coûte que coûte, ces familles continuent d'aménager des espaces de liberté à l'intérieur des contraintes.

BIBLIOGRAPHIE

- Agier M. (2012), « Penser le sujet, observer la frontière », *L'Homme*, n° 203-204, p. 51-75.
- Agier M. (2016), « Le maléfice de la race et le corps de l'indésirable », *Communications*, n° 98, p. 175-88.
- Agier M. (2018), *L'étranger qui vient. Repenser l'hospitalité*, Paris, La Découverte.
- Agier M. *et al.* (dir.) (2011), *Paris refuge. Habiter les interstices*, Éditions du Croquant.
- Augé M. (2015), *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil.

- Bastide R.** (1970) « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'Année sociologique*, n° 21, p. 65-108.
- Bergeon C.** (2014) « Habiter l'éphémère. Le squat comme lieu de vie et comme ressource dans les parcours de migrants internationaux », *Espaces et Sociétés*, n° 37, p. 7-15.
- Bouillon F.** (2007), « Les compétences précaires en question : réflexions à partir des squats marseillais », in Berry-Chikhaoui I. (dir.), *Villes internationales*, Paris, La Découverte, p. 189-206.
- Bouillon F.** (2009), *Les mondes du squat. Productions d'un habitat illégal et compétences des citadins disqualifiés*, Paris, PUF.
- Brodiez-Dolino A.** (2013), « Entre social et sanitaire : les politiques de lutte contre la pauvreté-précarité en France au XX^e siècle », *Le Mouvement Social*, n° 242, p. 9-29.
- Butler J et Dennehy M.** (2019), « Ces corps qui comptent encore », *Raisons politiques*, n° 76, p. 15-26.
- Castel R.** (2013), *La Montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Seuil.
- Crenn C., Hassoun J.-P. et Medina X.** (2010), « Introduction : Repenser et réimaginer l'acte alimentaire en situations de migration », *Anthropology of food*, n° 7, disponible sur <http://journals.openedition.org/aof/6672>.
- Crenn C. et Tersigni S.** (2012), « Introduction : Corps en relations interethniques », *Corps*, n° 10, p. 117-121.
- De Certeau M.** (1990), *L'invention du quotidien. 1, Arts de faire*, Paris, Gallimard.
- De Certeau M., Giard L. et Mayol P.** (1994), *L'invention du quotidien. 2, Habiter, cuisiner*, Paris, Gallimard.
- Delavigne A.-H. et Montagne K.** (2008), « De la honte d'avoir faim dans un pays riche », *Anthropology of food*, n° 6, disponible sur <http://journals.openedition.org/aof/4243>.
- De Singly F.** (2010), *Sociologie de la famille contemporaine*, Paris, Armand Colin.
- Dietrich-Ragon P.** (2015), « L'entourage des personnes en situation de précarité résidentielle », *Revue française de sociologie*, vol. 56, p. 301-330.
- Fassin D., Morice A. et Quiminal C.,** (1997), *Les Lois de l'inhospitalité. Les politiques de l'immigration à l'épreuve des sans-papiers*, Paris, La Découverte.
- Goffman E.** (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne II*, Paris, Minit.
- Guyavarch E., Le Méner E. et Vandentorren S.** (2014), « Enfants et familles sans logement en Île-de-France », rapport d'enquête ENFAMS.
- Héran F.** (dir.) (2020), « Chiffrer les migrations : à quelles fins ? », *De Facto*, n° 15.
- Le Courant S.** (2015), « Le poids de la menace. L'évaluation quotidienne du risque d'expulsion par les étrangers en situation irrégulière », *Ethnologie française*, vol. 45, p. 123-33.
- Le Courant S.** (2016), « La ville des sans-papiers. Frontières mouvantes et gouvernement des marges », *L'Homme*, n° 219-220, p. 209-232, disponible sur <https://doi.org/10.4000/lhomme.29106>.
- Le Méner E.** (2015), « Vivre à l'hôtel quand on est un enfant », *Métropolitiques*, disponible sur <http://www.metropolitiques.eu/Vivre-a-l-hotel-quand-on-est-un.html>.

- Lion G.** (2015), « Vulnérables, indésirables. Le cas des habitants des bois parisiens », *Métropolitiques*, disponible sur <http://www.metropolitiques.eu/Vulnerables-et-indesirablesLe-cas.html>.
- Macchi O. et Oppenheim N.** (2019), « Adolescents sans-logement. Grandir en famille dans une chambre d'hôtel », rapport d'enquête pour le Défenseur des Droits, disponible sur <https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/etudes-et-recherches/2019/02/adolescents-sans-logement-grandir-en-famille-dans-une-chambre-dhotel>.
- Matta R., De Suremain C.-E. et Crenn C.** (2020), *Food Identities at Home and on the Move*, Routledge
- Majerus B. et Richel J.** (2013), « L'invention » de l'immigré. La psychiatrie belge face à la migration maghrébine dans les années 1960 et 1970 », *Le Mouvement Social*, n° 242, p. 31-44.
- Mestre C. et Moro M. R.**, (2019), « Un pacte pour lutter contre la vulnérabilité des migrants », *L'Autre*, vol. 20, p. 4-6.
- Mintz S.** (1985), *La douceur et le pouvoir : la place du sucre dans l'histoire moderne*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Naepels M.** (2019), *Dans la détresse. Une anthropologie de la vulnérabilité*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Olivier de Sardan J.-P.** (1995), « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête. Archives de la revue Enquête*, n° 1, p. 71-109.
- Paturel D.** (2018), « Faut-il continuer à nourrir les pauvres ? », *Sociographe*, n° 62, p. 13-22.
- Paturel D., Soulard C.-T. et Vonthron S.** (2019), « Diagnostiquer la précarité alimentaire à une échelle locale », *So what?*, 4 p., disponible sur <https://hal.inrae.fr/hal-02791682>.
- Paugam S.** (2009), *La disqualification sociale*, Paris, PUF.
- Pichon P.** (2007), *Vivre dans la rue, sociologie des sans domicile fixe*, Paris, Éditions Aux Lieux d'Être.
- Pichon P.** (2019), « Enquêter dans les hébergements et logements assistés. Émergence d'une théorie ancrée du chez-soi », *Espaces et sociétés*, n° 176-177, p. 69-85.
- Pinel J.** (2020), « Hospitalité et migration : expériences et formes multiples de l'accueil », *e-Migrinter*, n° 20, disponible sur <http://journals.openedition.org/e-migrinter/2258>.
- Quesada J., Kain Hart L. et Bourgois P.** (2011), « Structural Vulnerability and Health: Latino Migrant Laborers in the United States », *Medical Anthropology*, vol. 30, p. 339-362.
- Serfaty-Garzon P.** (2002), « L'appropriation de l'espace », in Segaud M., Brun J. et Driant J.-C. (dir.), *Dictionnaire critique du logement et de l'habitat, sous le regard des sciences sociales*, Paris, Armand Colin, p. 27-30.
- Soulet M.-H.** (2005), « Reconsidérer la vulnérabilité », *Empan*, n° 60, p. 24-29.

NOTES

1. Le nombre de familles vivant sur place a augmenté progressivement après l'ouverture du squat (elles sont 11 au maximum), au fur et à mesure que des travaux de réhabilitation sont effectués par des bénévoles en contact avec le collectif à l'initiative de cette ouverture (voir l'encadré « Méthodologie » et la partie III pour plus de détails) et certains habitants, permettant ainsi d'accueillir davantage de personnes dans des conditions jugées plus « sécurisées » et décentes » par le collectif.

2. Dans un souci de respect de l'anonymat, les noms du squat et de mes interlocuteurs ont été modifiés.
3. Il s'agit d'un recensement effectué par Médecins du monde. À l'échelle du département de la Gironde, toujours selon l'association, les squats et bidonvilles seraient autour des 180, abritant ainsi environ 3 500 personnes, dont une majorité de personnes en situation de migration (des déboutés de l'asile, mais également des demandeurs d'asile, des réfugiés et des jeunes en attente de reconnaissance de leur minorité). Ces chiffres m'ont été communiqués par un médecin bénévole de l'association. Ils ont également été diffusés dans la presse locale.
4. L'OQTF est une mesure administrative d'éloignement, à l'initiative de la Préfecture.
5. Voir note de bas de page n 12.
6. Et de manière plus large, celle des personnes en situation de migration cherchant refuge en France, et au-delà, en Europe.
7. Ce collectif est né avec l'ouverture de l'Étoile. Les deux jeunes femmes françaises qui en sont à l'initiative vivent elles-mêmes en squat et ont une expérience de plusieurs années en matière d'ouverture et de « gestion » de squats hébergeant des personnes en situation de migration (et de femmes et familles plus particulièrement). Elles décrivent le squat comme un « choix » tout en étant conscientes du décalage avec les autres habitants pour qui ce mode d'habitat est « subi ». Le collectif repose en grande partie sur les épaules de son initiatrice principale, des suites de conflits internes. Celle-ci vit sur place et occupe une position de « gérante » du lieu auprès des familles (qui la reconnaissent comme telle), et du Centre communal d'action sociale de Bordeaux (propriétaire du bâtiment) dont elle est l'interlocutrice dans le cadre des négociations de relogement.
8. C'est notamment le cas pour plusieurs familles du squat qui ont tissé des liens, via leurs enfants, avec le personnel des écoles, et ont parfois été hébergées par des professeurs (ou par des connaissances de ces derniers), reçu une aide alimentaire, administrative, etc. Certaines familles bénéficient également d'un réseau développé à l'école, entre professeurs et parents d'élèves qui militent auprès des autorités locales pour qu'elles puissent bénéficier, à minima, d'un logement pérenne.
9. Je fais référence notamment aux personnes dont l'OQTF n'est plus considérée comme exécutoire, généralement au bout d'un an. Elles ont alors le droit de déposer une nouvelle demande d'asile, et sont *censées* être moins menacées d'enfermement et de renvoi en cas de contrôle policier.
10. Marta s'exprime en anglais. Pour des raisons d'accessibilité du texte, j'ai traduit ses propos.
11. Pains géorgiens fourrés au fromage.
12. Il est fréquent par exemple que le logement du CADA soit partagé avec d'autres demandeurs d'asile ou que les clés soient aussi en possession des travailleurs sociaux.
13. Certaines personnes vivant à l'Étoile travaillent de manière ponctuelle et non déclarée. Les femmes plus souvent dans le domaine du ménage (majoritairement chez des particuliers), de la garde d'enfant et de la cuisine. Sur ce dernier point, il s'agit surtout de ventes de productions « maison » à des particuliers, souvent identifiés par ces dernières comme étant de commune « appartenance » : nationale, culturelle, religieuse, etc. Il peut s'agir, à titre d'exemple, du « couscous traditionnel oriental » pour Nadia, qui le nomme ainsi et en fait la publicité sur une page Facebook. Les quelques hommes de l'Étoile qui travaillent sont embauchés la plupart du temps dans le bâtiment et de façon aléatoire. Un père de famille travaille comme livreur à vélo pour Deliveroo, avec le compte d'un tiers. Certains arrivent également à se débrouiller par la revente d'objets « récupérés » (glanés, issus de dons, parfois volés) dans la ville et dans le squat, ou par la réparation et la revente de voitures. La plupart de ces travaux trouvent leur source dans le réseautage et le bouche-à-oreille, via les expériences de chacun et chacune, en fonction de leur parcours à la fois résidentiel, « solidaire » (pratique du bénévolat, lieux d'aide alimentaire, etc.), administratif ou encore professionnel, dans la métropole et en amont de leur arrivée. Les lieux de

scolarisation des enfants, points fort en matière d'ancrage dans la ville, et les solidarités qui peuvent en découler sont souvent déterminants dans la constitution d'un réseau.

14. Ceci est également le cas dans de nombreux hôtels sociaux et hébergements d'urgence. Voir les travaux de Le Méner (2015), ceux de Macchi et Oppenchain (2019), ou encore le rapport de l'enquête ENFAMS : Enfants et familles sans logement personnel en Île-de-France, publié en 2014.

15. Parmi elles : des antennes locales d'associations d'envergure nationale (Secours Populaire, Restos du Cœur, etc.) ; de petites associations d'aide alimentaire locales. Les dons alimentaires des associations directement dans les squats se sont diversifiés et intensifiés depuis le début de la crise sanitaire.

16. Terme employé pour désigner le fait d'aller dans un supermarché pour récupérer ce qui sera sinon jeté.

17. Le terme de « goût » est ici employé sans visée culturalisante, ni donc essentialisante ou réductrice. Voir notamment les travaux de Sidney Mintz : « La douceur et le pouvoir : la place du sucre dans l'histoire moderne » (1985).

18. Les hommes de l'Étoile ne cuisinent pas. Lors de nos conversations, il m'est souvent exposé qu'il est « naturel » ou « culturel » que ce soient les femmes qui s'en chargent, à travers des phrases telles que : « c'est normal, c'est moi qui cuisine » (prononcée par une femme) ou « c'est normal, c'est ma femme qui cuisine » (prononcée par un homme). Certaines personnes (femmes ou hommes) précisent : « chez nous ce sont les femmes qui cuisinent », et le parallèle est parfois fait avec « la France » où les femmes sont vues comme plus « libres » que dans leurs pays respectifs.

19. Préparation qui s'apparente à une sorte de « tourte » à base de pâte filo, pour essayer d'en donner une traduction dans un vocabulaire culinaire « francophone ».

20. Voir l'article de Grotti, Malakasis, Quagliariello et Sahraoui : « Shifting vulnerabilities: gender and reproductive care on the migrant trail to Europe » (2018).

RÉSUMÉS

Cet article se propose d'interroger de manière conjointe les vulnérabilités auxquelles sont confrontées des familles exilées vivant dans un squat de la métropole bordelaise, et les réponses formulées par ces dernières pour y faire face et se créer une place dans la société d'arrivée. À partir des trajectoires et des expériences quotidiennes de ces familles, l'accent sera mis sur les problématiques liées à la mobilité, l'habitat et l'alimentation, toutes trois au cœur des tensions entre contraintes et espaces de liberté, incarnées par ailleurs dans le couple vulnérabilité – *agency* (Butler, Gambetti, et Sabsay, 2016). En replaçant ces vulnérabilités à l'intérieur d'un contexte politique globalement inhospitalier à leur égard, nous verrons en quoi la création d'un « chez-soi » devient ainsi à la fois une urgence et un défi.

This paper aims to jointly question the vulnerabilities faced by exiled families living in a squat, localised in the metropole of Bordeaux, and the ways they can cope and create a place for themselves in the society of arrival. Based on the trajectories and daily experiences of these families, the focus will be on issues related to mobility, housing and food, considering all three at the core of tensions between constraints and spaces of freedom, embodied in the relation between vulnerability and *agency* (Butler, Gambetti et Sabsay, 2016). By considering these

vulnerabilities within a global inhospitable political context towards them, we will understand how creating “home” thus become both an emergency and a challenge.

INDEX

Mots-clés : vulnérabilités, capacité d’agir, alimentation, habitat, mobilité, « chez-soi »

Keywords : vulnerabilities, agency, food, housing, mobility, “home”

AUTEUR

SARAH MARCHISET

Doctorante en anthropologie sous la direction de Chantal Crenn

Université Paul-Valéry Montpellier 3, UMR SENS

sarah.marchiset@etu.univ-montp3.fr